

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1925-1926.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MARS 1926.

FEUILLETON AU 10 AVRIL 1926

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du répertoire
des pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 3259. | Par pétition datée de Mons-lez-Liège, le 27 février 1926,
Le conseil communal de Mons-lez-Liège demande le maintien de la Justice de paix de Hollogne-aux-Pierres et, en cas de suppression de celle-ci, le rattachement de la commune de Mons-lez-Liège à la justice de paix de Saint-Nicolas-lez-Liège.

DÉCISION : <i>Renvoi au Ministre de la Justice.</i> |
| 2. | 3260. | Par pétition datée de Chapelle-lez-Herlaimont, le 17 février 1926,
Le conseil communal de Chapelle-lez-Herlaimont demande le maintien de cette commune dans le ressort du canton de la justice de paix de Fontaine-l'Évêque.

DÉCISION : <i>Renvoi au Ministre de la Justice.</i> |
| 3. | 3261. | Par pétition datée de Saint-Sauveur, le 19 février 1926,
Le conseil communal de Saint-Sauveur demande le maintien de la justice de paix de Frasnes.

DÉCISION : <i>Renvoi au Ministre de la Justice.</i> |
| 4. | 3265. | Par pétition datée de Berchem (Anvers), le 1 ^{er} mars 1926,
Le sieur De Coster, invalide de guerre, à Anvers, demande que les pensions d'invalidité puissent être saisies à la suite d'un jugement rendu par un tribunal belge.

DÉCISION : <i>Renvoi au Ministre de la Défense Nationale.</i> |

Numéros du feuillet.	Numéros du répertoire des pétitions.
5.	3271.

Par pétition datée des Avirs, le 5 mars 1926,

Le conseil communal des Avirs émet certaines considérations au sujet du projet de suppression de la justice de paix de Hollogne-aux-Pierres.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

6. 3272. Par pétition datée de Willebroeck, le 5 mars 1926,

Le conseil communal de Willebroeck demande le vote d'une loi d'amnistie complète en faveur de tous les condamnés politiques et militaires.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

7. 3274. Par pétition datée de Saint-Maur, le 3 mars 1926,

Le conseil communal de Saint-Maur demande le maintien de la justice de paix d'Antoing.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

8. 3275. Par pétition datée de Namur, le 6 février 1926,

Les sieurs Habran et Wolf, respectivement président et secrétaire de la Chambre du Commerce et de l'Industrie à Namur, protestent contre l'augmentation des charges fiscales.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre des Finances.*

9. 3276. Par pétition datée de Renaix, le 2 mars 1926,

Le conseil communal de Renaix demande le maintien de la justice de paix de Renaix.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

10. 3280. Par pétition datée de Bruxelles, le 9 mars 1926,

Le conseil communal de Bruxelles proteste contre l'interprétation donnée à la loi scolaire, par M. le Ministre des Sciences et des Arts, en ce qui concerne l'emploi de la langue véhiculaire.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre des Sciences et des Arts.*

11. 3283. Par pétition datée de Jumet, le 10 mars 1926,

3284. Le sieur Rinchart, au nom d'employés de Jumet, demande l'abrogation de la loi relative à la pension des employés.

Même pétition du sieur Fornaville, président du Comité anversois pour la défense des intérêts de l'employé.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.*

Numéro
du
feuilleton.

Numéro
du répertoire
des pétitions.

12. 3287. Par pétition datée de Profondeville, le 30 janvier 1926,
Le conseil communal de Profondeville demande le rattachement de cette commune au ressort de la justice de paix de Namur.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

13. 3288. Par pétition datée de Basel, le 12 mars 1926,
Le sieur Willems, président de l'Association des anciens militaires de Basel demande le vote d'une loi d'amnistie pour les condamnés civils et militaires.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

14. 3291. Par pétition datée d'Anvers, le 13 mars 1926,
Le sieur Welters, à Anvers, émet certaines considérations au sujet de la loi sur les loyers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

15. 3293. Par pétition datée de Seraing, le 14 mars 1926,
Le sieur Nossent, Joseph, à Seraing, sollicite l'intervention de la Chambre dans une affaire judiciaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

16. 3294. Par pétition datée de Liège,
Le sieur Dessart, trésorier de la Société des employés, à Liège, proteste contre le taux minime des traitements payés par certains employeurs.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale.*

17. 3296. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 mars 1926,
Les sieurs Demaret et Levêque, respectivement président et secrétaire de la Fédération des déportés de Belgique, émettent le vœu de voir le Gouvernement mettre sur le même pied tous les invalides de guerre, pour ce qui concerne l'exonération de l'impôt sur les pensions.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de l'Agriculture.*

18. 3301. Par pétition datée de Mons, le 14 mars 1926,
Le sieur Linguelet, René, à Mons, au nom de miliciens de la classe de 1921, demande que les soldats de cette classe ne soient pas rappelés au mois de mai.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Défense Nationale.*

19. 3303. Par pétition datée de Tournai, le 24 mars 1926,
Le sieur Thomas, président de « La libre pensée Tour-

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du répertoire
des pétitions.

naisienne », à Tournai, demande la séparation de l'Église et de l'État.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

20. 3304. Par pétition datée de Dieghem, le 24 mars 1926,
Le conseil communal de Dieghem demande le vote
d'une loi d'amnistie pour tous les condamnés politiques.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

21. 3305. Par pétition datée de Blandain, le 18 mars 1926,
3308. Le conseil communal de Blandain demande le maintien
de la justice de paix de Templeuve.
Même pétition du conseil communal de Saint-Léger.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

22. 3306. Par pétition datée de Waltwilder, le 21 mars 1926,
Le sieur Le Clément de St-Marc, à Waltwilder, émet
certaines considérations au sujet de la stabilisation du franc.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre des Finances.*

23. 3310. Par pétition datée d'Enghien, le 20 mars 1926,
Le conseil communal d'Enghien proteste contre le projet
de suppression de la justice de paix d'Enghien.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

24. 3312. Par pétition datée de Courtrai, le 8 mars 1926,
Le sieur Charles Warlop, président de l'Association des
secrétaires communaux de l'arrondissement de Courtrai,
demande le maintien du commissariat d'arrondissement de
Courtrai.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de l'Intérieur.*



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1925-1926.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN (MAART 1926)

LIJST TOT OP 10 APRIL 1926

VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

- | | | |
|----|-------|--|
| 1. | 3259. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Mons-bij-Luik, den 27 ⁿ Februari 1926,
De gemeenteraad van Mons-bij-Luik vraagt dat het Vrederecht te Hologne-aux-Pierres zou behouden worden en, ingeval het moet afgeschaft worden, de aanhechting van de gemeente Mons-bij-Luik aan het Vrederecht van Saint-Nicolas-bij Luik.

Besluit : <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i> |
| 2. | 3260. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Chapelle-bij-Herlaimont, den 17 ⁿ Februari 1926,
Vraagt de gemeenteraad van Chapelle-bij-Herlaimont het behoud van deze gemeente in het rechtsgebied van het vrederechtskanton van Fontaine-l'Évêque.

Besluit : <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i> |
| 3. | 3261. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Saint-Sauveur, den 19 ⁿ Februari 1926,
Vraagt de gemeenteraad van Saint-Sauveur het behoud van het Vrederecht te Frasnes.

Besluit : <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i> |
| 4. | 3265. | Bij verzoekschrift gedagteekend uit Berchem (Antwerpen), den 1 ⁿ Maart 1926,
Vraagt de heer De Coster, oorlogsinvalides, te Antwerpen, dat de invaliditeitspensioenen zouden kunnen aangeslagen worden ten gevolge van een vonnis door een Belgische rechtbank verleend.

Besluit : <i>Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.</i> |

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

5. 3271. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Awirs, den 5ⁿ Maart 1926,

Brengt de gemeenteraad van Awirs zekere bedenkingen in het midden omtrent het ontwerp tot afschaffing van het Vredegerecht van Hollogne-aux-Pierres.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

6. 3272. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Willebroeck, den 5ⁿ Maart 1926,

Vraagt de gemeenteraad van Willebroeck dat eene wet tot volledige amnestie worde aangenomen ten voordeele van al de politieke en militaire veroordeelden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

7. 3274. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Sint-Maur, den 3ⁿ Maart 1926,

Vraagt de gemeenteraad van Sint-Maur het behoud van het Vredegerecht, te Antoing.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

8. 3275. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Namen, den 6ⁿ Februari 1926,

Teekenen de heeren Habran en Wolf, onderscheidenlijk voorzitter en secretaris van de Handels- en Nijverheidskamer, te Namen, verzet aan tegen de verhooging der fiskale lasten.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

9. 3276. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Ronsse, den 2ⁿ Maart 1926,

Vraagt de gemeenteraad van Ronsse het behoud van het Vredegerecht, te Ronsse.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

10. 3280. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Brussel, den 9ⁿ Maart 1926,

Teekent de gemeenteraad van Brussel verzet aan tegen de door den Minister van Kunsten en Wetenschappen gegeven verklaring van de schoolwet, inzake het gebruik van de voertaal.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Kunsten en Wetenschappen.*

11. 3283. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Jumet, den 10ⁿ Maart 1926,
3284.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

Vraagt de heer Rinchart, namens beambten van Jumet, de intrekking van de wet op het pensioen voor de bedienden.

Zelfde verzoekschrift vanwege den heer Fornaville, voorzitter van het Antwerpsch Comité voor de verdediging van de belangen der bedienden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

12. 3287. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Profondeville, den 30ⁿ Januari 1926,

Vraagt de gemeenteraad van Profondeville de wederaanhechting van deze gemeente aan het Vrederechtsgebied van Namen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

13. 3288. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Basel, den 12ⁿ Maart 1926,

Vraagt de heer Willems, voorzitter van de Vereeniging der oudmilitairen, te Basel, de aanneming van een amnestiewet voor de burgerlijke en militaire veroordeelden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

14. 3291. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Antwerpen, den 13ⁿ Maart 1926,

Brengt de heer Welters, te Antwerpen, sommige beschouwingen in het midden, omtrent de huishuurwet

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

15. 3293. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Seraing, den 14ⁿ Maart 1926,

Vraagt de heer Nossent, Joseph, te Seraing, de tusschenkomst van de Kamer in eene gerechtszaak.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

16. 3294. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Luik,
Teekent de heer Dessart, kashouder van de Maatschappij van beamten, te Luik, verzet aan tegen de lage wedden door sommige werkgevers betaald.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

17. 3296. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Brussel, den 14ⁿ Maart 1926,

Drukken de heeren Demaret en Levêque, onderscheidenlijk voorzitter en secretaris van het Verbond der Gede-

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

porteerden van België, den wensch uit dat de Regeering al de oorlogsinvaliden op dezelfde wijze zou behandelen voor wat betreft de vrijstelling van de belasting op de pensioenen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landbouw.

18. 3301. Bij verzoekschrift gedagteekent uit Bergen, den 14ⁿ Maart 1926,

Vraagt de heer Linguelet, René, te Bergen, namens militieplichtigen van de klasse 1921, dat de soldaten van die klasse niet in de maand Mei zouden terugbinnengeroepen worden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.

19. 3303. Bij verzoekschrift gedagteekent uit Doornik, den 24ⁿ Maart 1926,

Vraagt de heer Thomas, voorzitter van « La libre pensée Tournaisienne », te Doornik, de scheiding van Kerk en Staat.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

20. 3304. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Dieghem, den 24ⁿ Maart 1926,

Vraagt de gemeenteraad van Dieghem de aanneming van een amnestiewet voor al de politieke veroordeelden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

21. 3305 Bij verzoekschrift gedagteekend uit Blandain, den
3308. 18ⁿ Maart 1926,

Vraagt de gemeenteraad van Blandain het behoud van het vredegerecht, te Templeuve.

Zelfde verzoekschrift vanwege den gemeenteraad van Saint-Léger.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

22. 3306. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Waltwilder, den 21ⁿ Maart 1926,

Brengt de heer Le Clément de St-Marc, te Waltwilder, sommige beschouwingen in het midden omtrent de stabilisatie van den frank.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

23.

3310.

Bij verzoekschrift gedagteekend uit Edingen, den 20^e Maart 1926,

Teekent de gemeenteraad van Edingen verzet aan tegen het ontwerp tot afschaffing van het vredegerecht, te Edingen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

24.

3312.

Bij verzoekschrift gedagteekend uit Kortrijk, den 8^e Maart 1926,

Vraagt de heer Charles Warlop, voorzitter van de Vereeniging der gemeentesecretarissen van het arrondissement Kortrijk, het behoud van het arrondissements-commissariaat, te Kortrijk.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*

